



Évaluation de la réponse humanitaire de l'Union Européenne en ce qui concerne la crise de réfugiés en Turquie

Résumé analytique

Rédigé par Universalialia
(avec le soutien de Landell Mills
et de International Alert)
Juillet 2019



COMMISSION EUROPÉENNE

Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire

Contact : echo-eval@ec.europa.eu

*Commission Européenne
B-1049 Bruxelles*

Résumé analytique

Cette évaluation, mandatée par la Direction générale de la Commission Européenne pour la protection civile européenne et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO), couvre toutes les actions d'aide humanitaire effectuées par l'Établissement pour réfugiés de l'Union Européenne en Turquie (l'Établissement) pendant la période allant de 2016 à 2017. L'Établissement est un mécanisme de coordination pour la mobilisation de ressources UE - du budget de l'UE et d'États membres - pour assister la Turquie à répondre aux besoins de réfugiés et de communautés hôtes.

L'évaluation examine la pertinence, cohérence, valeur ajoutée, efficacité, rentabilité et durabilité¹ des actions effectuées par la DG ECHO en Turquie. Elle fournit également (1) une évaluation stratégique sur la manière dont les services soutenus par la DG ECHO pour les réfugiés peuvent être confiés aux institutions gouvernementales et/ou aux acteurs du développement ; (2) une évaluation rétrospective structurée complète du soutien de la DG ECHO pour les réfugiés en Turquie du point de vue de la responsabilisation ; et (3) inclut des éléments d'une évaluation en temps réel qui fournit un retour d'information pour une utilisation immédiate, en particulier en ce qui concerne la seconde phase de l'Établissement.

Méthodologie

L'évaluation a été effectuée entre juillet 2018 et avril 2019. Elle a utilisée une combinaison de méthodes de recherche, y compris la collecte de données primaires qualitatives (interview avec des informateurs clés, discussions thématiques de groupe avec des réfugiés, ateliers avec le personnel de la DG ECHO, un sondage en ligne et des observations sur le terrain) en combinaison avec la collecte de données

secondaires (examen de document, carte des parties prenantes et l'extraction de données quantitatives à partir de sources provenant du gouvernement et de partenaires). 286 parties

prenantes au total ont été entendues et 363 parties prenantes supplémentaires ont été consultées pendant les discussions thématiques de groupe. 280 documents au total ont été examinés. L'évaluation a été divisée en quatre phases, chacune dotée de ses propres éléments livrables (voir graphique).



Contexte et soutien de la DG ECHO

La Turquie héberge le plus grand nombre de réfugiés dans le monde, dont 3,65 millions de syriens enregistrés par le gouvernement de la Turquie. Environ 80 % des syriens sont enregistrés dans dix provinces, dont la majorité à Istanbul, Sanliurfa, Hatay et Gaziantep. La Turquie héberge également 368 200 demandeurs d'asile non-syriens, dont la plupart vient de l'Afghanistan (172 000), l'Irak (142 000), l'Iran (39 000) et la Somalie (6 700). Finalement, il existe un nombre inconnu de personnes

¹ Les critères de l'évaluation étaient : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, la rentabilité et la durabilité, tels que décrits dans les Principes DAC pour l'Évaluation de l'aide au développement et la valeur ajoutée de l'UE (<https://www.oecd.org/dac/evaluation/daccriteriaforevaluatingdevelopmentassistance.htm>)

possédant un statut irrégulier, un nombre estimé entre 250 000 et 1 000 000, la plupart étant assumée être syriennes.

En s'appuyant sur les mécanismes et des instruments de coopération précédents, l'Union Européenne (UE) et ses états membres ont décidé, en 2015, d'élargir leur coopération avec la Turquie en y incluant le soutien financier accéléré en réponse à la crise de réfugiés. La coopération actuelle entre l'UE et la Turquie est encadrée par le plan d'action commun de l'UE et de la Turquie du 15 octobre 2015 qui a été activé par la déclaration commune de l'UE et de la Turquie du 29 novembre 2015. L'UE a immédiatement établi l' « Établissement pour réfugiés en Turquie » au moyen d'une entente commune publiée le 5 février 2016. La déclaration commune de l'UE et de la Turquie a été mise à jour le 18 mars 2016.

Le premier financement coordonné par l'Établissement était de EUR 3 milliards (EUR 1 milliard provenant du budget de l'UE et EUR 2 milliards provenant des États membres), qui ont été entièrement contracté à la fin de l'année 2017 et dont la date limite d'implémentation est en 2021. Un second financement de EUR 3 milliards (EUR 2 milliards provenant du budget de l'UE et EUR 1 milliard provenant des États membres) a été mobilisé en juillet 2018, devant être engagé d'ici la fin de l'année 2019 et entièrement implémenté en 2025. EUR 1,4 milliards du premier financement étaient destinés à l'aide humanitaire gérée par DG ECHO. Il s'agit du soutien financier visé par cette évaluation.

Constatations de l'évaluation et conclusions globales

Pertinence : est-ce que la DG ECHO atteint les réfugiés qui en ont le plus besoin et s'adapte-t-elle aux changements de politiques et capacités turques ?

Constatation 1	De manière générale, la conception et l'implémentation des interventions financées par la DG ECHO ont pris en compte les besoins des réfugiés en Turquie mais la majorité des initiatives n'ont pas pu évaluer la vulnérabilité au niveau des ménages (voir Constatation 13).
Constatation 2	Les projets travaillant avec des organismes des Nations Unies (UN) associés à des ministères gouvernementaux avaient la plus grande portée. Néanmoins, ils ne répondaient que rarement aux besoins de réfugiés non-enregistrés ou se trouvant en-dehors de la province. Les projets en collaboration avec les ministères gouvernementaux ont évalués dans une certaine mesure les vulnérabilités des réfugiés enregistrés.
Constatation 3	Les projets travaillant avec des partenaires non-gouvernementaux ont répondu aux besoins de certains réfugiés non-enregistrés ou se trouvant en dehors de province et étaient bien équipés pour répondre à une protection spécifique contre les vulnérabilités. Néanmoins, en raison de limitations relatives aux réglementations et aux ressources, leur portée était limitée et ils étaient moins aptes à assurer des mesures de suivi.
Constatation 4	La DG ECHO et ses partenaires ont complètement transformé leurs approches car le gouvernement de la Turquie a assumé le rôle central dans la prestation de services pour les réfugiés enregistrés dans tous les secteurs.

Conclusions globales : La meilleure façon de procéder dans ces conditions était de travailler essentiellement par l'intermédiaire de systèmes gouvernementaux, ce qui a permis à la DG ECHO d'atteindre un large nombre de réfugiés d'une manière très efficace. Néanmoins, ceci a également entraîné trois contraintes. La première est que la DG ECHO dépend en grande partie de sources gouvernementales en ce qui concerne les données nécessaires à la planification, la surveillance et la mesure des résultats du programme - et les données disponibles ne sont pas suffisamment détaillées ou disponibles pour répondre à tous les besoins de la DG ECHO, malgré la revendication constante pour obtenir plus de données granulaires. Deuxièmement, pour la plupart en raison des réglementations gouvernementales, les partenaires de l'organisation non-gouvernementale (NGO) de la DG ECHO n'ont pas été en mesure d'évaluer les besoins des ménages de manière à viser des vulnérabilités spécifiques. Finalement, malgré le soutien substantiel apporté aux partenaires fournissant des services directs (en complément des larges programmes utilisant des systèmes gouvernementaux), la DG ECHO n'a pas pu assurer la couverture globale des services à une partie significative de la population de réfugiés étant soit non-enregistrée, soit enregistrée et vivant en-dehors des provinces d'enregistrement.

Cohérence : est-ce que la DG ECHO se trouvait en accord avec ses propres politiques et plans nationaux, ainsi qu'avec les plans d'autres organismes de l'UE et des nations Unies ?

Constatation 5	La réponse de la DG ECHO dans tous les secteurs était en accord avec les stratégies annuelles de la DG ECHO, soulignées dans les Plans de réalisation d'aide humanitaire (HIPs), et avec le cadre de gestion guidant le travail de la DG ECHO partout en Turquie, malgré le fait que des projets approuvés par un HIP aient souvent été poursuivis pendant la période couverte par le HIP suivant.
----------------	--

Constatation 6	Les opérations de la DG ECHO en Turquie étaient pour la plupart en accord avec ses politiques sectorielles, mais des améliorations en ce qui concerne la parité hommes-femmes dans l'aide humanitaire pouvaient être encore apportées.
Constatation 7	La coordination initiale entre la DG ECHO et la direction générale de la Commission Européenne pour le voisinage et les négociations d'élargissement (DG NEAR) ne permettaient pas la rationalisation systématique ni la complémentarité de l'aide. Néanmoins, la coordination est devenue plus efficace au niveau stratégique car les deux services se sont ralliés derrière les objectifs partagés de l'Établissement. Les discussions au sujet de la transition entre la DG ECHO et la DG NEAR ont repris en 2018 et progressent à de différentes vitesses et variations selon le secteur.
Constatation 8	La coordination entre la DG ECHO et le système de l'ONU s'est constamment améliorée depuis 2015.
Constatation 9	La réponse de la DG ECHO se base sur et est expressément complémentaire à la réponse turque.
Constatation 10	Comme le financement européen a augmenté rapidement et à même atteint un niveau sans précédent, les donateurs non-européens ont réduit leur propre financement humanitaire vis-à-vis de la Turquie.

Conclusions globales : Le programme de la DG ECHO en Turquie était particulièrement bien en accord avec ses cadres de programmation ainsi qu'avec le gouvernement des politiques de la Turquie. La coordination avec la DG NEAR et l'ONU s'est améliorée.

Valeur ajoutée de l'UE : est-ce que le programme de la DG ECHO aurait pu accomplir davantage si les États membres de l'UE avaient répondu individuellement ?

Constatation 11	L'ampleur et la portée du financement de l'Établissement de la DG ECHO fournit une forte valeur ajoutée de l'UE, et les États membres demandent que l'UE/la DG ECHO appliquent davantage leur influence conséquente.
-----------------	--

Conclusions globales : le mécanisme de l'Établissement a permis aux États membres européens réaliser des initiatives d'aide humanitaire exceptionnellement vastes à l'échelle d'un pays - des initiatives qui sont parfaitement implémentées si des ressources sont combinées de cette manière et gérées comme un projet unique.

Efficacité : est-ce que la DG ECHO a atteint ses objectifs stratégiques et sectoriels ?

L'objectif stratégique de la DG ECHO en Turquie était :

- d'assurer qu'un million initial de réfugiés vulnérables en Turquie soient protégés contre les préjudices jusqu'à ce que des solutions durables soient réalisées et intégrées dans des systèmes gouvernementaux, résultant ainsi en un accès aux services durable et équitable.

Les objectifs sectoriels de la DG ECHO étaient :

- **Protection :** ECHO identifie avec succès un million initial de réfugiés vulnérables ainsi que leurs besoins spécifiques et les relie aux informations correctes pour régulariser leur statut afin d'accéder aux services sociaux et à améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être.
- **Besoins essentiels :** Un million initial de réfugiés vulnérables en Turquie ont les moyens pour répondre aux exigences de la vie quotidienne et des possibilités sont en place pour de nouvelles urgences.

- **Santé** : 710 500 réfugiés vulnérables en Turquie ont accès à des soins primaires et spécialisés appropriés.
- **Éducation** : 300 000 enfants de réfugiés vulnérables n'allant pas à l'école sont inscrits dans le système d'éducation officiel et assistent aux cours régulièrement.

Constatation 12	L'objectif stratégique du Cadre de Gestion a été largement atteint et se trouve en bonne voie pour être atteint à la fin de la phase 2 de l'Établissement.
Constatation 13	Le ciblage de la vulnérabilité reste difficile en raison des restrictions du gouvernement de la Turquie en ce qui concerne l'évaluation individuelle ou des ménages ainsi que les limitations concernant le partage de données.
Constatation 14	Les risques et hypothèses du Cadre de Gestion et des quatre objectifs thématiques (secteurs) étaient appropriés pour la plupart et restent pertinents.
Constatation 15	Les plus grands programmes relatifs aux besoins essentiels de la DG ECHO (Filet de sécurité d'urgence sociale (ESSN)) et à l'éducation (Transfert conditionnel en espèces pour l'éducation (CCTE)) ont assuré une portée et une couverture exceptionnelles pour les réfugiés syriens ainsi que non-syriens, avec des bénéficiaires répartis de manière uniforme à travers le pays.
Constatation 16	Les principaux programmes de la DG ECHO bénéficient plus aux femmes et aux filles qu'aux hommes et aux garçons. Les partenaires de la DG ECHO ont été assez efficaces en ce qui concerne le dépistage de déficiences physiques (non mentales).
Constatation 17	Les programmes de la DG ECHO ne sont pas suffisamment sensibles en ce qui concerne les différents risques pour la protection et les vulnérabilités éprouvés par les réfugiés selon leur profil démographique et emplacement actuel.
Constatation 18	L'ESSN est hautement efficace à fournir de l'aide sûre, régulière et en temps opportun à 1,5 milliards de réfugiés sur le plan national, mais le volume du paiement mensuel n'est plus considéré comme étant suffisant pour répondre aux besoins essentiels des réfugiés.
Constatation 19	Le programme de la DG ECHO a considérablement amélioré l'accès aux services gouvernementaux et non-gouvernementaux aux réfugiés enregistrés et qui se trouvent dans la province d'enregistrement. Néanmoins, un nombre important de réfugiés est soit non-enregistré, soit enregistré mais en-dehors de la province d'enregistrement et les mesures existantes peuvent ne pas être suffisantes pour les atteindre.
Constatation 20	Les interventions relatives à l'éducation de la DG ECHO ont amélioré le bien-être des enfants d'âge scolaire et il est probable que le CCTE ait amélioré la scolarisation et la rétention scolaire.
Constatation 21	La DG ECHO a comblé certaines lacunes essentielles en ce qui concerne la prestation de services de santé et a considérablement amélioré l'accès aux services de santé gouvernementaux en Turquie aux réfugiés.
Constatation 22	Les exigences de visibilité contractées par la DG ECHO semblent avoir été atteintes par tous les partenaires, mais la prise de conscience du rôle et de la contribution de l'UE est faible parmi les réfugiés et le public turque. Ces efforts pour atteindre une visibilité ne semblent pas influencer les points de vue des réfugiés ou du public turque en ce qui concerne l'Union Européenne.

Conclusions globales : les objectifs stratégiques et sectoriels de la DG ECHO en Turquie ont été largement atteints et sont sur le en voie d'être réalisés d'ici la fin de la phase 2 de l'Établissement. Ces résultats ont été considérablement facilités par les engagements politiques et financiers substantiels du gouvernement de la Turquie pour accueillir les réfugiés et pour inclure les réfugiés dans les

programmes de santé et d'éducation gouvernementaux. La DG ECHO a répondu aux attentes du Comité de Pilotage de l'Établissement.

Rentabilité : est-ce que la DG ECHO a obtenu une bonne valeur pour l'argent, est-ce que le budget était approprié et est-ce que la DG ECHO a mis un bon système de surveillance en place ?

Constatation 23	À l'échelle du système, les principaux facteurs de rentabilité découlent d'une vaste échelle de certaines activités et du fait qu'ils capitalisent les systèmes gouvernementaux. Certaines inefficacités résultaient des difficultés rencontrées par les NGO à remplir les cadres réglementaires turques.
Constatation 24	Le budget par habitant de l'UE pour la Turquie est plus important que son budget pour les pays comparables hébergeant des réfugiés syriens. Le partage du budget de l'ensemble de l'Établissement par la DG ECHO a été déterminé en grande partie par la capacité de la DG ECHO à intervenir rapidement sur une plus grande échelle et par son expérience avec l'aide directe en espèces.
Constatation 25	Malgré les limitations de collecte de données et d'enquêtes, les systèmes de surveillance et de comptes-rendus soutiennent une bonne gestion des opérations et permettent des corrections à mi-chemin lorsque de nouveaux défis ou de nouvelles possibilités surviennent.

Conclusions globales : les facteurs de succès pour la rentabilité de la DG ECHO en Turquie sont les économies d'échelle (peu de partenaires avec des coûts fixes faibles et un transfert de fonds relativement large), et la distribution au moyen de systèmes gouvernementaux établis, assurant une portée nationale exceptionnelle avec des dépenses administratives relativement faibles.

Durabilité/connexion : la coordination de la DG ECHO avec d'autres services de l'UE et le gouvernement de la Turquie pour faciliter la transmission de programmes et l'intégration d'assistance dans les systèmes gouvernementaux a-t-elle bien fonctionné ?

Constatation 26	L'assistance médicale, en matière d'éducation et élémentaires est bien intégrée dans les systèmes gouvernementaux pour les réfugiés enregistrés et qui se trouvent dans la province d'enregistrement. Il existe néanmoins quelques lacunes relatives aux services auxquelles la DG NEAR et le gouvernement ne peuvent pas répondre (en particulier les services dans tous les secteurs pour les réfugiés non-enregistrés et certains besoins de protection spécialisée).
Constatation 27	Il existe quelques exemples où le gouvernement a adapté ses systèmes en apprenant des projets de la DG ECHO, mais la DG ECHO s'est intégrée dans la plupart des cas dans les systèmes gouvernementaux qui n'étaient pas très flexibles.

Conclusions globales : la coordination entre la DG ECHO, la DG NEAR et d'autres services s'est considérablement améliorée depuis la création de l'Établissement, et les services pertinents planifient et travaillent à présent ensemble avec une répartition des tâches délibérée selon des avantages comparatifs. En raison de cette coopération inter-service et du soutien continu du gouvernement de la Turquie, les perspectives sont favorables pour les besoins essentiels des réfugiés qui semblent pouvoir être satisfaits après la fin de l'Établissement, après quoi le rôle de la DG ECHO devrait diminuer et se porter sur des éléments de son mandat humanitaire ne pouvant pas être couverts par d'autres organismes.

Recommandations² pour la DG ECHO Turquie

Conclusions techniques	Recommandations principales
Stratégie de ciblage pour les futurs programmes de la DG ECHO en Turquie	
<p>La DG ECHO a fait le choix stratégique correct pour cibler les besoins basés sur de vastes critères démographiques et pour livrer des systèmes de protection sociaux au travers de la Turquie. Ceci a réussi à réunir un nombre très large de réfugiés dans les programmes d'assistance essentiels très rapidement. Néanmoins, l'utilisation de critères de ciblage démographiques et des systèmes de prestation gouvernementaux a également résulté dans des lacunes de couverture importantes : les réfugiés qui ne répondent pas aux critères démographiques mais qui sont néanmoins hautement vulnérables et les réfugiés qui ne sont pas enregistrés ou enregistrés mais en dehors de la province d'enregistrement.</p>	<p>Après la seconde phase de l'Établissement, et en supposant que la majorité des besoins essentiels et des services de santé et d'éducation soient couverts par des programmes de développement gouvernementaux universels et financés par les donateurs, la DG ECHO devraient alors viser des interventions (en particulier la protection et axés sur l'aide aux besoins essentiels) pour tous les réfugiés vulnérables qui ne sont pas couverts ou qui ont été exclus des programmes universels.</p>
Collecte et utilisation de données pour la planification	
<p>La DG ECHO n'a pas les données nécessaires pour effectuer des mesures de planification et de performance optimales. Le problème concernant les données à deux origines : la première est la limitation de la réglementation turque sur la collecte de données à caractère personnel, la réalisation de sondages et de visites de ménages, à moins que l'organisation possède des autorisations correspondantes. Le cadre réglementaire représente le second problème, il limite le volume de données collectées par le gouvernement pouvant être partagé avec des parties extérieures.</p>	<p>Soutenir des partenaires à travailler avec le gouvernement de la Turquie pour recueillir de nouvelles données adaptées à augmenter la compréhension vis-à-vis de la population de réfugiés, de préférence en incluant des modalités pour l'évaluation des besoins généraux réguliers à un niveau municipal, ensemble avec les partenaires et les autorités appropriés.</p>
Améliorer la parité hommes-femmes	
<p>La politique d'égalité entre homme et femme fait appel à des partenaires pour effectuer une analyse entre les sexes afin d'adapter la conception et l'implémentation des programmes selon les risques et les possibilités différentiels par rapport aux groupes de sexes, et pour rendre compte des résultats au moyen de données sexuées. L'équipe a trouvé peu de preuves de l'existence de partenaires effectuant une analyse de sexes explicite, mais que la sensibilité liée au sexe de la conception et de l'implémentation de programmes s'était améliorée avec le temps.</p>	<p>Renforcer l'engagement avec les partenaires de la DG ECHO pour améliorer l'intégration de la politique des sexes de la DG ECHO, en particulier en ce qui concerne l'analyse entre les sexes effectuée par les partenaires pendant la phase de conception pour inciter à une action menant à de meilleurs résultats concernant l'égalité des sexes.</p>
Soutenir des partenaires pour la planification après la période de l'Établissement	
<p>Après la fin de l'Établissement, il est possible que certaines organisations travaillant avec les réfugiés en Turquie se voient confrontées à une chute subite de leurs financements humanitaires. Pour prévenir une telle situation, les donateurs doivent revenir et relancer leur financement humanitaire direct. Les organismes qui gèrent la stratégie à l'échelle du système de l'ONU (Plan régional d'aide pour les réfugiés et de résilience (3RP)) devront connaître les intentions des donneurs</p>	<ol style="list-style-type: none">1. Réclamer auprès des gouvernements donateurs (États membres et autres) pour qu'ils relancent leurs contributions directes afin de couvrir les besoins essentiels restant après la fin de l'Établissement.

² Des recommandations initiales ont été développées en coopération avec le personnel de la DG ECHO à son siège et sur le terrain. Elles ont été ensuite améliorées par l'équipe d'évaluation en prenant compte de l'analyse de l'évaluation globale. Elles sont fixées délibérément sur un plan technique comme outil de décision pour la DG ECHO et la DG NEAR en ce qui concerne les étapes finales de l'Établissement et pour la planification de la période après l'Établissement.

clés, de manière à pouvoir re-prioriser et redimensionner le 3RP en conséquence et déterminer le soutien humanitaire pour la Turquie à nouveau.

2. Soutenir les parties prenantes de la réponse à la crise de réfugiés en Turquie pour anticiper une réduction du financement de l'UE après la fin de l'Établissement.

Ajustement de l'approche de planification et de surveillance

La coordination de la DG ECHO avec la DG NEAR est bonne, en particulier en ce qui concerne la seconde phase de l'Établissement. Néanmoins, la stratégie de retrait du ESSN et la répartition des tâches doivent être encore déterminées. Le Cadre de Gestion pour l'étape d'aide humanitaire de l'Établissement était un puissant outil de planification mais des mesures explicites pour limiter des risques importants n'existaient pas.

Renforcer la planification stratégique de la seconde phase de l'Établissement, y compris une meilleure harmonisation de la planification et du système d'information de la DG ECHO et de la DG NEAR et des processus de gestion de risques comprenant également des mesures d'atténuation de risques plus robustes.

Comblers les lacunes au niveau de l'éducation

Le projet du CCTE a dépassé ses objectifs de participation et est susceptible d'atteindre ses résultats prévus bien que plus de recherche soit nécessaire pour confirmer la relation de causalité entre le CCTE et la fréquentation scolaire accrue. Les autorités turques comprennent l'importance de l'éducation et il existe des possibilités pour encourager davantage les écoles à admettre les enfants de réfugiés même si ceux-ci ne sont pas enregistrés ou ne se trouvent pas dans la province d'enregistrement.

Continuer à court terme avec le CCTE et le travail de proximité relatif à la fréquentation scolaire, y compris des initiatives pour intégrer des enfants non-enregistrés ou vivant hors des provinces d'enregistrement dans le système scolaire officiel et plaider en faveur des réfugiés pour qu'ils soient intégrés entièrement dans les systèmes gouvernementaux à long terme.

Comblers les lacunes au niveau de la santé

La majorité des réfugiés en Turquie peuvent accéder aux soins de santé primaires. Il existe néanmoins une préoccupation concernant la mise à disposition de services de santé spécialisés pour les réfugiés qui, selon les parties prenantes, pourraient devenir moins disponibles après le transfert aux institutions de santé turques ainsi qu'au sujet des services disponibles limités pour les réfugiés non-enregistrés.

Réclamer des institutions gouvernementales pour fournir une vaste gamme de services de santé pour les réfugiés non-enregistrés ou vivant hors des provinces d'enregistrement, en soutenant si possible l'implémentation de changement techniques au niveau des réglementations relatives à la santé.

Comblers les lacunes au niveau des besoins essentiels

Les résultats de suivi du ESSN démontrent que, dans une variété de domaines, y compris l'endettement, la qualité des accommodations, la consommation d'aliments et le recours à des stratégies d'adaptation négatives, les bénéficiaires du ESSN sont mieux placés que les non-bénéficiaires, bien qu'il y ait eu un léger recul sur certains indices (augmentation de l'endettement et réduction des dépenses au niveau de la santé) depuis le début de la crise économique turque en 2018. En anticipant la fin de l'Établissement et du ESSN, des plans ont été développés pour transférer les bénéficiaires dans de différents programmes adaptés au niveau de la dépendance des bénéficiaires.

Tel que proposé au Comité de pilotage de l'Établissement, préparer la transition à une nouvelle approche relative aux besoins essentiels d'ici à 2021, dans laquelle les bénéficiaires pouvant travailler pourraient être soutenus de différentes manières pour pouvoir intégrer le marché du travail.

Comblers les lacunes au niveau de la protection

Les progrès au niveau de l'enregistrement et de la vérification ont été rapides car la direction générale de la gestion de des migrations a continué à renforcer ses capacités. Néanmoins, il existe un nombre de sous-groupes de réfugiés n'étant pas enregistrés ou, même si ils sont enregistrés, qui passent entre

Réclamer un processus d'enregistrement accéléré pour les réfugiés dans le cas de dossiers en attente ou dans les provinces où l'enregistrement a été suspendu

les mailles du filet de services gouvernementaux disponibles car ils vivent en-dehors des provinces d'enregistrement ou parce que leurs besoins de protection ne sont pas satisfaits par les programmes existants.

temporairement ainsi que la régularisation de transferts inter-provinciaux.

Renforcement des communications

Il existe un déficit de communication, une lacune entre ce que l'UE a atteint au moyen de ses programmes d'aide humanitaire sans précédents et les faibles niveaux de compréhension de la Turquie et des réfugiés en ce qui concerne les objectifs atteints et l'aide humanitaire apportée par l'UE.

Travailler avec DG NEAR et la Délégation de l'UE en Turquie de manière à les aider à améliorer la compréhension publique des réfugiés et de la Turquie vis-à-vis de la nature des investissements de l'UE en Turquie et des résultats atteints.

